

1. Record Nr.	UNINA9910284443003321
Autore	Ambrose Peter
Titolo	Crises et politiques du logement : En France et au Royaume-Uni // David Fée, Corinne Nativel
Pubbl/distr/stampa	Paris, : Presses Sorbonne Nouvelle, 2018
ISBN	2-87854-852-3
Descrizione fisica	1 online resource (256 p.)
Altri autori (Persone)	BacqueMarie-Hélène DebouletAgnès DriantJean-Claude FéeDavid FolSylvie FribourgAnne-Marie KintreaKeith Lévy-VroelantClaire MalpassPeter MarshAlex MurieAlan NativelCorinne PickardSarah RuggJulie Sala PalaValérie
Disciplina	363.5/5610944
Soggetti	Housing policy - France Housing - France Housing - Finance - Government policy - France Housing policy - Great Britain Housing - Great Britain Housing - Finance - Government policy - Great Britain
Lingua di pubblicazione	Francese
Formato	Materiale a stampa
Livello bibliografico	Monografia

Jamais les politiques publiques françaises et britanniques n'ont été autant marquées par la question du logement qu'en ce début de XXI^e siècle. L'envolée spéculative des prix immobiliers, l'accroissement des phénomènes de ségrégation et de précarisation résidentielles ainsi que la crise des « subprimes » émanant des États-Unis en 2007 ont mis en évidence les vicissitudes auxquelles sont soumis les marchés occidentaux depuis les années 1990. Face à l'inquiétude croissante des populations, il n'est guère étonnant que les gouvernements de Gordon Brown et de Nicolas Sarkozy aient manifesté leur volonté de considérer le logement comme l'une des toutes premières priorités de leur action politique. Cet ouvrage a pour objectif de mettre en parallèle les caractéristiques des crises du logement dans les deux pays et les réponses qu'y apportent les pouvoirs publics. Il regroupe une quinzaine de contributions de spécialistes du logement en France et au Royaume-Uni qui couvrent les grandes évolutions des marchés de l'immobilier depuis la seconde moitié du XX^e siècle, les enjeux sociétaux et territoriaux et les nouvelles orientations politiques. Ainsi que le montrent les auteurs, le désengagement de l'État-providence, le recours à la décentralisation et aux lois du marché rendent de plus en plus improbable la mise en œuvre d'un droit au logement pour tous.
